

*Questions orales*

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, si le député connaît des cas où la Société du crédit agricole aurait pris des mesures injustifiables contre certains agriculteurs, j'aimerais qu'il me les signale ou qu'il en informe le ministre de l'Agriculture, que la question intéressera vivement, j'en suis sûr. Nous pourrions alors certainement régler ces problèmes.

**M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle):** Monsieur le Président, ma question aussi s'adresse au ministre des Finances. Comme deux familles agricoles sont forcées d'abandonner leur exploitation chaque jour, le système ne fonctionne manifestement pas. Il faut absolument trouver une solution à long terme beaucoup plus efficace.

Le gouvernement de la Saskatchewan s'efforcera de mettre au point une meilleure solution à long terme et il invitera le gouvernement fédéral et les institutions financières privées à collaborer avec lui en vue d'atteindre cet objectif. Le gouvernement peut-il s'engager aujourd'hui à donner son entière collaboration afin que nous puissions trouver une solution à long terme au problème de l'endettement agricole et à toute la question du transfert des terres d'une génération à l'autre?

• (1430)

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député est certainement au courant du débat qui a eu lieu il y a quelque temps à la Chambre lorsque nous avons établi le Régime d'assurance-revenu brut et le Compte de stabilisation du revenu net. Ce sont des mesures générales qui visent non seulement à donner aux agriculteurs une aide immédiate, mais aussi à assurer à la communauté agricole une certaine stabilité à long terme.

Je crois que le député qui tend à critiquer cette approche ferait mieux d'examiner l'efficacité de ces programmes car, au moment même où je parle, les agriculteurs reçoivent de l'argent dans le cadre du Régime d'assurance-revenu brut et du Compte de stabilisation du revenu net. Par ailleurs, nous leur avons versé plus de 600 millions de dollars en aide financière d'urgence le printemps dernier et leur avons accordé 800 millions de dollars de plus cet automne. Ces derniers paiements d'urgence leur seront versés avant Noël.

Monsieur le Président, nous avons certainement les programmes permanents et les programmes ponctuels nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs durant cette période difficile.

\* \* \*

[Français]

### L'OCCUPATION DE L'AMBASSADE CANADIENNE À HAÏTI

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre):** Monsieur le Président, beaucoup de Canadiens sont inquiets de l'occupation de notre ambassade à Port-au-Prince depuis des jours.

Je demande au vice-premier ministre pourquoi le gouvernement n'arrive pas à reprendre le contrôle après une semaine? Pourquoi ne pas demander l'aide d'une tierce partie, par exemple les Églises ou les organisations internationales pour assurer la fin de cette occupation?

[Traduction]

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, la situation n'a pas vraiment évolué. Nous avons dit à ceux qui occupent l'ambassade du Canada qu'ils avaient intérêt à quitter les lieux sans délai et le plus pacifiquement possible, de manière qu'il ne leur soit fait aucun mal et que notre ambassade ne subisse pas d'autres dommages. Le président Aristide et la communauté haïtienne de Montréal appuient d'eux-mêmes cette position.

Nous les invitons à nouveau à quitter notre ambassade le plus rapidement possible.

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Sud—Centre):** Je signale à la ministre que la situation est encore plus compliquée. La semaine dernière, à Paris, le premier ministre a dit que l'impasse était sur le point de se dénouer à Haïti et que le retour au pouvoir du gouvernement Aristide semblait tout à fait certain.

L'occupation de l'ambassade dure maintenant depuis plus d'une semaine. Le gouvernement et la ministre peuvent-ils m'expliquer pourquoi le premier ministre se montre si optimiste? Quelles autres mesures le gouvernement prend-il pour mettre un terme à l'occupation? La ministre peut-elle nous dire notamment si la délégation de l'OEA qui sera à Port-au-Prince aujourd'hui tentera de dénouer l'impasse à l'ambassade du Canada et si, par ses bons offices, l'OEA mettra fin à l'occupation?